



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**CHEF DE LA MISSION INTERNATIONALE  
DE L'AGENCE FRANÇAISE ANTICORRUPTION**

**Affectation :** Agence française anticorruption (AFA)  
**Catégorie :** A+  
**Corps :** Magistrat judiciaire, Administrateur de l'Etat ou corps équivalent

**Emploi :** *Chef de la mission internationale de l'Agence française anticorruption*

**RIFSEEP :** Groupe 2  
**Localisation :** 23, avenue d'Italie, 75013 Paris

**1 – ACTIVITÉS DE L'AGENCE FRANÇAISE ANTICORRUPTION**

Créée par la loi 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, l'Agence française anticorruption (AFA) est un service à compétence nationale placé auprès du ministre chargé du budget et du ministre de la justice. Ce service dispose d'un pouvoir administratif de contrôle de la qualité et de l'efficacité des dispositifs anticorruption ainsi que de compétences pour aider les personnes morales de droit public et de droit privé, à prévenir et à détecter les faits de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics et de favoritisme (ci-après atteintes à la probité). Dirigée par un magistrat de l'ordre judiciaire hors-hiérarchie, l'AFA comprend, outre une commission des sanctions et un conseil stratégique, deux sous-directions et un secrétariat général. Sa gestion administrative et financière est assurée par le ministère chargé du budget.

La sous-direction du conseil, de l'analyse stratégique et des affaires internationales est notamment chargée :

- d'apporter un appui à toute personne physique ou morale en matière de prévention et de détection des atteintes à la probité au travers d'actions de sensibilisation, de formation et d'accompagnement ;
- de centraliser et d'assurer la diffusion des informations et des bonnes pratiques anticorruption ;
- de contribuer à la définition de la stratégie de l'agence ;
- de participer à la définition de la position des autorités françaises compétentes au sein des organisations internationales et de proposer et mettre en œuvre des actions de coopération, d'appui et de soutien techniques auprès d'autorités étrangères. La sous-direction est composée du département de l'appui aux acteurs économiques, compétent pour les entreprises et les établissements publics industriels et commerciaux, et du département du conseil aux acteurs publics, ainsi que d'une mission internationale.

**Le poste est susceptible d'être vacant à compter du 2 septembre 2024.**

## **2 – DESCRIPTION DU POSTE :**

Placé auprès du sous-directeur du conseil, de l'analyse stratégique et des affaires internationales, le chef de la mission internationale assure, avec l'assistance de son adjoint (catégorie A), la conduite et la coordination de l'action internationale de l'AFA, en particulier :

- il représente l'AFA dans les différentes enceintes internationales de travail, notamment au sein de l'Union Européenne, au Conseil de l'Europe, à l'OCDE (Working Group on Bribery, Senior Public Integrity Officials, Middle East North Africa Business Integrity Network....), à l'ONUDC, dans le cadre des groupes de travail anticorruption du G20 et du G7 ;
- il participe à la coordination administrative des politiques publiques portant sur les sujets relatifs à la probité et à la lutte contre la corruption et s'assure de la mise en œuvre des aspects internationaux du plan national pluriannuel de lutte contre la corruption (2024-2027) en lien avec les autres ministères concernés ;
- il assiste les ministères s'agissant procédures d'évaluation mutuelles organisées par les différentes conventions internationales (OCDE, ONUDC, GRECO) et contribue à la définition des positions des autorités françaises au sein de ces enceintes ;
- il propose à la direction, une stratégie d'action de coopération technique avec les pays tiers en ciblant les pays et les acteurs internationaux à forts enjeux (partenaires commerciaux, pays présentant un intérêt diplomatique ou judiciaire pour les autorités françaises) en lien avec le MEAE, le SGAE et les ministères de tutelle de l'AFA ;
- il contribue à l'animation et aux travaux du réseau des autorités de prévention de la corruption (NCPA), dont l'AFA assure la présidence pour l'année 2024 ; il participe au suivi des travaux des autres réseaux (EPAC-EACN, IPACS)
- Il développe les relations institutionnelles de l'AFA avec ses homologues, les organisations internationales (OCDE, ONUDC, Conseil de l'Europe) et autres organisations non gouvernementales investies dans la lutte contre la corruption (Transparency International, Banque Mondiale, Basel Institute On Governance...).

### **Exemples de dossiers traités récemment, dossiers à venir :**

- participation au rapport de suivi de la mise en oeuvre du rapport de phase IV de la convention anticorruption de l'OCDE; participation au rapport de suivi du cycle 5 du GRECO (Conseil de l'Europe)
- participation à la COSP 2023 (ONUDC), l'IACC 2024 (Transparency International), à l'International Corruption Hunters Alliance (ICHA - Banque Mondiale) 2023;
- actions de coopération technique bilatérale dans différentes régions du monde : Ukraine, Surinam, Irak, Vietnam...en liaison avec les partenaires institutionnels (ENM, expertise France..) .

### **3 – DESCRIPTIF SYNTHÉTIQUE DU PROFIL RECHERCHÉ**

| <i>SAVOIRS</i>   | <i>SAVOIR-FAIRE</i>   | <i>SAVOIR-ÊTRE</i>   |
|--|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"><li>- Analyse stratégique</li><li>- Conduite et gestion de projets</li><li>- Droit international public</li><li>- Fonctionnement des institutions européennes</li><li>- Droit pénal</li><li>- Notions de déontologie</li><li>- Langues : Anglais (niveau C2)</li></ul> | <ul style="list-style-type: none"><li>- Capacité de travail interministériel</li><li>- Rédaction notamment juridique</li><li>- Organisation d'évènements ou d'activité, en France ou au niveau international</li><li>- Négociation</li><li>- Maîtrise des délais</li><li>- Travail en équipe</li><li>- Esprit de synthèse</li></ul> | <ul style="list-style-type: none"><li>- Sens de l'analyse</li><li>- Diplomatie</li><li>- Autonomie</li><li>- Pédagogie</li><li>- Force de travail et engagement personnel</li><li>- Sens des relations humaines</li><li>- Capacité de représentation</li></ul> |

### **4 – PROFIL RECHERCHE**

L'agent recruté devra disposer :

- d'une connaissance approfondie du fonctionnement des institutions internationales et européennes ; de connaissances juridiques générales en droit public administratif (institutions judiciaires et organisation de l'État) ; la pratique ou la connaissance du droit pénal, en particulier le droit pénal économique et financier et/ou de déontologie administrative serait un atout ;
- d'une solide expérience internationale en France ou à l'étranger (mise en œuvre des projets de coopération dite technique ou opérationnelle/judiciaire ; suivi normatif de textes ou groupes de travail internationaux ou européens ; expérience en ambassade) ;
- d'une forte capacité d'analyse, de synthèse et de coordination ;
- d'une grande réactivité et disponibilité
- d'une aptitude démontrée à la rédaction juridique et administrative ;
- du sens de la diplomatie et de la négociation
- d'une très bonne maîtrise de l'anglais (niveau C2) et, le cas échéant, d'une autre langue étrangère (espagnol, arabe, ou russe).

#### **Conditions d'exercice :**

- **Ce poste est accessible par affectation ou détachement au ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique ;**
- **Déplacements en mission à l'étranger ;**
- **Le poste proposé est éligible au télétravail dans les conditions réglementaires applicables à la fonction publique d'État.**

Pour tout renseignement sur ce poste,  
merci de bien vouloir prendre l'attache de :  
Mme Isabelle JEGOUZO, Directrice de l'AFA,  
[isabelle.jegouzo@afa.gouv.fr](mailto:isabelle.jegouzo@afa.gouv.fr) tél 01 44 87 21 00

M. Olivier RENUCCI,  
Sous-directeur du conseil, de l'analyse stratégique et des affaires internationales  
[olivier.renucci@afa.gouv.fr](mailto:olivier.renucci@afa.gouv.fr)

Les dossiers de candidature (CV et lettre de motivation) accompagnés des 3 derniers comptes rendus d'entretien professionnel sont à transmettre sous forme électronique **obligatoirement via l'application Passerelles ou le site Internet** [www.choisirleservicepublic.gouv.fr](http://www.choisirleservicepublic.gouv.fr) au Secrétaire général de l'Agence, M. Laurent BARNAUD, 23, avenue d'Italie, 75013 Paris, [laurent.barnaud@afa.gouv.fr](mailto:laurent.barnaud@afa.gouv.fr).